

I. Avis d'appel d'offres ouvert national N°DNCMP/...22.../S/2026-2027 du marché relatif au service d'assurance du bâtiment du Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique (MFBEN), ses équipements de bureau (matériel informatique, électronique, électrique et le mobilier), le personnel présent sur les lieux concernés par le MFBEN et les visiteurs contre l'incendie, le vol, les catastrophes naturelles et les risques connexes.

Date de publication : le ...2... / ...9... / 2026

Date d'ouverture des offres : le ...23... / ...9... / 2026

1. Objet du marché :

Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique invite, par le présent Appel d'Offres, les soumissionnaires intéressés à concourir, à présenter leurs offres sous plis fermés pour le service d'assurance de son bâtiment, ses équipements de bureau (Matériel informatique, électrique, électronique et le mobilier), le personnel présent sur les lieux concernés par le MFBEN et les visiteurs, contre l'incendie, le vol, les catastrophes naturelles et les risques connexes.

2. Financement du marché

Le marché sera financé sur le Budget Général de l'Etat, exercice 2026-2027 sur la ligne budgétaire 14 00 037 00 4 21450 11 000 0121 01, intitulée : « Sécurisation du nouveau building des Finances » ; tâche : Payer les frais d'assurance du Building du MFBEN.

Le marché sera financé sur le Budget Général de l'Etat, exercice 2026-2027.

3. Spécifications du marché

La passation du marché sera conduite par l'Appel d'Offres Ouvert National (AOON) tel que défini dans le Code des Marchés Publics.

Le service prévu dans le cadre de ce marché est en lot unique. Ce service est à livrer dans un délai indiqué dans les Données Particulières d'Appel d'Offres (DPAO) à compter de la date de réception de la lettre de marché signée par toutes les parties.

4. Délai de réparation du sinistre

Le délai de réparation du sinistre incombe au Soumissionnaire et doit se référer à la loi sur les assurances en vigueur.

5. Conditions de participation

La participation à la concurrence est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques ou morales possédant les conditions juridiques, techniques et les capacités financières nécessaires à l'exécution du marché.

Ne peut participer à l'Appel d'Offres tout soumissionnaire concerné par l'une des règles d'incapacité énumérées à l'article 161 du Code des Marchés Publics et tout soumissionnaire en litige avec le Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique pour les dossiers liés à la fourniture des biens et services.

N. B : Les associations sans but lucratif ne sont pas éligibles pour ce marché.

6. Consultation et acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être gratuitement consulté au bureau n° 522 du Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique, tous les jours ouvrables de 8h00 à 12h00 et de 14h30 à 17h00, au Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique et pourra être obtenu audit Ministère sur présentation d'un bordereau de versement d'un montant de **Cinquante mille francs Burundais (50.000 BIF)** versés au compte CC10003 ouvert à la BRB au nom du compte général du trésor. Le bordereau de versement fait partie des pièces constitutives de l'offre.

Le bordereau de versement fait partie des pièces consultatives de l'offre.

7. Demande de renseignements sur le Dossier d'Appel d'Offres

Toute question concernant le présent Appel d'Offre doit être adressée par écrit et moyennant accusé de réception au Secrétariat du Cabinet du Ministre et Personne Responsable des Marchés au Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique, en mentionnant la référence de publication indiquée en haut, au moins 10 jours avant la date limite des remises des offres.

8. Garantie bancaire de soumission

Les offres seront accompagnées d'une garantie bancaire de soumission dont le montant est fixé à Quatre millions de Francs Burundais (4 000 000 BIF).

NB : Les chèques certifiés ne sont pas acceptés.

Elle sera émise par une banque agréée et devra être établie suivant le modèle en annexe 4 du présent DAO. Elle fait partie intégrante de l'offre et son absence entraînera le rejet pur et simple de l'offre au moment de l'analyse des offres. Elle sera saisie et réalisée en cas de désistement du soumissionnaire en défaut. La garantie est libellée en Francs Burundais.

9. La validité des offres

Les offres sont valables pendant une période maximale de 90 jours calendaire à compter à partir de la date d'ouverture des offres. Les offres doivent être remises au Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique, sis au nouveau Building des Finances, 5ème étage, Bureau n°522, BP 1830 BUJUMBURA-BURUNDI, Tél. (257) 22 22 27 75 OU 22 22 58 85, E-mail : finances@finances.gov.bi

10. Date limite de dépôt des offres

Toutes les offres doivent être déposées à l'adresse ci-dessus indiquée au plus tard le 22/09 2026 à 10 heures précises, au bureau n°522. Toute offre déposée après l'heure et la date limite ne sera pas prise en considération.

11. Séance d'ouverture des offres

Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture ou de leurs représentants et / ou d'un représentant de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics, dans la salle des réunions du Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique, bureau n° 529, en date du 23/09 2026 à 10h30minutes.

12. Présentation des offres

Les pages des offres doivent être paginées, paraphées et comprendre une table des matières sous peine de rejet.

13. Critères de qualification

Les exigences en matière de qualification seront la conformité de l'offre technique et de l'offre financière.

14. Adresse

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est : Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique, sis au nouveau Building des Finances, 5^{ème} étage, Bureau N°522, BP 1830 BUJUMBURA- BURUNDI, Tél. (257) 22 22 27 75 OU 22 22 58 85, e-mail : finances@finances.gov.bi

Bujumbura, le 31 / 08 / 2026

**LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS
AU MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE
L'ECONOMIE NUMERIQUE**

Francine INARUKUNDO

